

*Questions orales*

**L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale):** Monsieur le Président, je suis heureux que le député ait soulevé cette question puisqu'elle me permet de signaler les progrès qui ont été réalisés au Cap-Breton. Le rapport du comité consultatif ne renferme pas moins de 34 recommandations, de même qu'il propose aux gouvernements fédéral et provincial divers projets de dépenses. Le député et tous ses collègues à la Chambre seront heureux d'apprendre que je me suis entretenu à ce sujet avec le premier ministre de la Nouvelle-Écosse. D'ici quelques semaines, nous espérons pouvoir annoncer des mesures importantes auxquelles le député ne manquera sans doute pas de souscrire.

ON DEMANDE D'ANNONCER LE PROGRAMME AU PLUS TÔT

**M. Dave Dingwall (Cape Breton-Richmond-Est):** Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse aussi au ministre. Est-il juste que les habitants de cette région attendent si longtemps une forme quelconque d'aide financière alors que le gouvernement s'est empressé de venir à la rescousse de deux banques de l'Ouest et de leurs déposants non assurés et qu'il a accordé à Gulf des allègements fiscaux de l'ordre de un milliard de dollars? Le ministre va-t-il annoncer à la Chambre aujourd'hui même quoi que ce soit de positif en ce qui concerne ce programme?

**L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale):** Monsieur le Président, le député n'a certes pas la mémoire assez courte pour oublier que les gens du Cap-Breton ont attendu pendant 15 ans que l'ancien gouvernement redresse de manière un tant soit peu significative la situation de l'emploi. En réalité, le chômage a augmenté là-bas ces dix dernières années.

**M. Dingwall:** N'indusez pas la Chambre en erreur.

**M. Stevens:** Accordez-nous un peu de temps pour créer dans cette région des emplois permanents qui donneront à ces Canadiens des conditions de vie bien supérieures à celles que leur ont laissées les libéraux.

**Des voix:** Bravo!

\* \* \*

### LA SÉCURITÉ SOCIALE

LES ALLOCATIONS FAMILIALES—LES PROPOS DU MINISTRE AU COMITÉ

**Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social qui parle de l'importance de la famille tout en réduisant ses prestations. Le ministre pourrait-il confirmer publiquement ce qu'il a dit au comité hier, soit qu'il ne prévoit pas réindexer les allocations familiales, même si l'économie s'améliore, et que cela signifie qu'en 1990 il aura, au total, enlevé un milliard de dollars aux familles du fait de la dévaluation des allocations familiales?

**L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir répondre à la question du seul membre de l'opposition qui était présent à la réunion du comité hier.

**Des voix:** Bravo!

**Une voix:** Où étaient les libéraux?

**M. Epp (Provencher):** Je vais lui donner la même réponse que j'ai faite hier. Comme le ministre des Finances et la ministre de l'Emploi et de l'Immigration le disaient aujourd'hui, les indicateurs économiques s'améliorent, ce qui est bon signe. Elle peut se réjouir avec nous et les autres Canadiens de ces bonnes nouvelles. Avec le temps, il est certain que notre gouvernement envisagera de présenter à la Chambre d'autres programmes sociaux.

[Français]

ON DEMANDE DES PRÉCISIONS SUR LE CRÉDIT D'IMPÔT-ENFANT

**Mme Lynn McDonald (Broadview-Greenwood):** Monsieur le Président, ma question s'adresse aussi au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Est-ce qu'il sait que le crédit d'impôt-enfant va être réduit par la désindexation, comme les allocations familiales? Comment peut-il dire que les augmentations provisoires du crédit d'impôt-enfant vont remplacer les allocations familiales lorsque les deux seront réduits?

[Traduction]

**L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur le Président, si la députée avait lu le budget et le projet de loi C-70 elle aurait vu que le crédit d'impôt-enfants augmentera. Je l'invite à jeter un coup d'œil sur les chiffres.

\* \* \*

### LES PÊCHES

LA FERMETURE TEMPORAIRE D'UNE USINE DE TRANSFORMATION DU POISSON AU NOUVEAU-BRUNSWICK

**M. George Henderson (Egmont):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre suppléant des Pêches. Aux dernières nouvelles, l'usine Star-Kist, de St. Andrews, au Nouveau-Brunswick, va fermer provisoirement ses portes, ce qui entraînera la mise à pied de plus de 400 travailleurs. Ce n'est là rien de surprenant, compte tenu de la façon dont le gouvernement a traité toute l'affaire du thon avarié.

**Des voix:** Bravo!

**M. Henderson:** Le ministre suppléant des Pêches dira-t-il à la Chambre ce que le gouvernement entend faire pour résoudre ce problème à l'usine Star-Kist? Que vont faire le gouvernement et le ministre pour préserver ces 400 emplois? Que va faire le gouvernement pour relancer à fond cette usine?

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Crosbie:** Quel hypocrite!

**Une voix:** Encore la chèvre et le chou.